

## RÉUNION ACE CEE DU 12 JANVIER 2018 AU RUGBY CLUB MASSY ESSONNE (RCME)

Jack Chopin présente ses vœux aux participants. Il remercie tous les intervenants pour leur présence, ainsi que le RCME qui accueille comme d'habitude l'ACE CEE pour ce petit-déjeuner de début d'année, suivi de la traditionnelle omelette.

- Michel Antoine, Vice-Président du RCME, présente ses vœux. Le RCME a fait un excellent début de saison. Les Seniors ont bien sûr pour objectif le maintien en Pro D2 ; ils ont pour le moment joué 19 matchs, soit 9 victoires et 10 défaites, et il reste 11 matchs à jouer. Pour les autres équipes, Espoirs (M22) : 8<sup>e</sup> de leur Poule, devant Angoulême et Vannes ; Crabos (M18) : 2<sup>e</sup> ; Alamecery (M16) : 3<sup>e</sup> et Gaudermen (M15) : 2<sup>e</sup>.

Sur le plan financier, le club est bien géré, avec un léger excédent à fin 2017. Les sponsors sont remerciés pour leur soutien. Le prévisionnel au 30 juin 2018 cible un résultat d'exploitation de 138 K€, pour un budget de près de 5,9 millions d'euros. La situation est saine concernant les fonds propres, qui ont augmenté.

Les travaux du stade touchent à leur fin, et la demande de labellisation va être faite en juillet 2018. Il reste cependant les problèmes d'éclairage à régler.

- Les brèves de Pôle Emploi :

Céline Michelet, Directrice du Pôle Emploi de Longjumeau, indique que le diagnostic réalisé par Pôle Emploi sur l'Essonne, qui a fait l'objet d'une communication lors du précédent petit-déjeuner, a été publié (voir ci-joint).

Après avoir rappelé la réussite du recrutement mené pour Costco grâce à la mobilisation de tous les acteurs, Dorothée Delluc, Directrice du Pôle Emploi de Palaiseau, indique que le conseil en évolution professionnelle de Pôle Emploi évolue avec la mise en place d'un bilan de compétence personnalisé pour tous les demandeurs d'emploi inscrits. Ce bilan s'intitule « Mon horizon professionnel ».

Par ailleurs Pôle Emploi a été reconnu comme le premier établissement du numérique en 2017, avec le développement d'applications comme « Je recrute », accessible sur smartphone à tout moment, à l'instar du site pole-emploi.fr. 71 % des employeurs de l'Essonne sont satisfaits de ces outils et des services rendus, qui leur permettent de trouver des salariés.

Pôle Emploi va poursuivre ce développement en 2018, notamment en ce qui concerne l'accompagnement des demandeurs d'emploi en situation difficile, afin d'éviter l'exclusion du marché du travail, en particulier du fait de la non-maîtrise du numérique.

- Fabienne Schrempp, Directrice de ViTaCiTé, présente le bilan des petits-déjeuners et déjeuners de l'ACE CEE en 2017 :

Sur 82 jeunes (69 en 2016) présentés au cours des petits-déjeuners, 30 ont trouvé un emploi en CDI, 42 un contrat en alternance, 3 ont déménagé et 7 sont encore demandeurs d'emploi. L'ACE CEE a organisé avec ViTaCiTé 20 déjeuners conviviaux, soit 6 de plus qu'en 2016. 223 entreprises y ont participé, ce qui a créé 116 opportunités (visites d'entreprises, offres de stage, d'alternance, d'emploi...).

- Six jeunes sont présentés par ViTaCiTé – La Mission Locale dans le cadre du dispositif Garantie jeunes :

- Johanna Annonay (Bac S) recherche un emploi de secrétaire ;

- Eden Bidiampasi (Bac Sciences et technologie du management et de la gestion) recherche un emploi de conseillère vente-beauté ;
- Maeva Etoundi (Bac pro Accueil relation clients et usagers) recherche un poste de négociateur immobilier en alternance à compter de septembre 2018 ;
- Even Makombo (Bac ES) recherche un poste d'assistant logistique en alternance ;
- Charlotte Raki recherche un emploi d'accueil dans le commerce en CDD ;
- Maimouna Sountoura (Licence Marketing Communication) recherche un emploi dans le marketing.

- Le Président de l'École de la 2<sup>e</sup> chance, après avoir présenté ses vœux, rappelle que cette école accueille des jeunes sans diplôme ni qualification pendant une dizaine de mois environ, selon un parcours sur le mode de l'alternance avec un mi-temps en entreprise. Il s'agit d'un excellent moyen d'intégration des jeunes, et les entreprises du territoire sont vivement encouragées à poursuivre leurs efforts en la matière. Par ailleurs, comme ViTaCiTé, l'École de la 2<sup>e</sup> chance peut recevoir les versements au titre de la taxe d'apprentissage et invite les entreprises qui le souhaitent à lui verser des fonds.

- Didier Moinereau, Président de la CPME, présente ses vœux aux participants. Il rappelle que le dernier trimestre 2017 a été positif pour l'économie. Les réformes structurelles de l'État sont en cours, elles sont nombreuses, douloureuses, mais nécessaires. La CPME sera vigilante à les accompagner en préservant les droits des chefs d'entreprises. Ceux-ci ont la chance de disposer sur le territoire de services de l'État qui les aident. Si tous les acteurs de la vie publique unissent leur action, il est possible de faire de 2018 une bonne année. Enfin, il ne faut pas oublier que 40 % des entreprises ne trouvent pas de repreneurs sur le territoire, et c'est un véritable enjeu, car cela représente 15 000 emplois. Alors, plutôt que de créer une entreprise, il peut être intéressant de songer à en reprendre une qui a déjà une expertise et une assise sur le territoire.

- Christian Thérond, Président du Medef Essonne, présente ses vœux pour l'année 2018. L'année 2017 a été tumultueuse, mais bonne, avec 300 000 créations d'emplois contre 190 000 en 2016. La croissance de 1,8 % à 1,9 % attendue par la Banque de France est très largement due aux efforts des chefs d'entreprise et de leurs collaborateurs. Le redémarrage s'est produit en septembre 2017, certes du fait des réformes, mais surtout à cause des signaux positifs envoyés par le gouvernement. Néanmoins les réformes ne peuvent pas être seulement le fait du gouvernement, il faut également que les entreprises se réforment. Notamment, tous ceux qui se demandent comment utiliser les ordonnances dans les TPE et PME pour un dialogue social nouveau ne doivent pas hésiter à se tourner vers l'U2P (Union des entreprises de proximité), la CPME et le MEDEF, qui sont là pour les assister. Par ailleurs, il faut noter que 40 % des garçons des cités sont sans activité, contre 20 % des filles. Il faut donc les stimuler, leur donner envie. C'est l'objectif de l'école de rugby à Grigny, qui a le soutien du MEDEF et des entreprises.

- Emmanuel Miller, Président de la CCIE, présente ses vœux aux participants. L'objectif de la CCIE en 2017 était de renforcer la cohésion patronale, il a été atteint avec l'entrée des élus de la CPME dans la CCIE. Un deuxième objectif était de travailler en complémentarité avec d'autres structures, et non en concurrence : des partenariats ont ainsi été conclus entre la CCIE et les intercommunalités, mais aussi avec Pôle Emploi par exemple. Cet objectif va être poursuivi en 2018. Cette année, la CCIE va également affiner son action auprès des entreprises. Ainsi, une grande enquête BVA a été menée pour savoir quels services la CCIE pouvait apporter aux entreprises.

En 2018, Emmanuel Miller souhaiterait, avec les grandes entreprises du département, engager une manifestation de prospective à 10, 20, 30 ou 40 ans, dans le cadre d'Essonne,

Terre d'Avenir. La CCIE s'investira également dans la candidature de la France à l'Exposition universelle, qui serait un grand apport, notamment économique, pour le territoire.

- Nicolas Samsoen, Maire de Massy, présente ses vœux aux participants. Il note que la formation organisée par le RCME est une structure capable de tirer les jeunes vers le haut, ce qui est remarquable. On peut en outre noter l'efficacité entrepreneuriale du RCME, avec des résultats exceptionnels malgré un petit budget. La problématique d'éclairage du stade va être traitée.

Aujourd'hui, quatre points de l'Île-de-France seulement sont visibles de l'étranger : deux aéroports, le château de Versailles et Eurodisney. Le défi du Nord Essonne est de faire émerger un cinquième point remarquable, avec ce territoire d'excellence qu'est Paris-Saclay. La question est aujourd'hui de savoir comment ce territoire peut contribuer au rayonnement du pays tout entier. Un des enjeux dans ce contexte est évidemment le transport.

- Dominique Fontenaille, Conseiller départemental et Maire de Villebon, présente ses vœux. Il souhaite que les défis se concrétisent en 2018 grâce à un travail en équipe sur tout le territoire.

Le jeudi 5 avril 2018 se tiendra le Salon du recrutement Paris-Saclay, à l'Opéra de Massy ([5avril2018.fr](http://5avril2018.fr), voir également le dépliant ci-joint). Le même évènement avait eu lieu en 2016 à l'École Polytechnique et avait permis le recrutement de 300 à 350 personnes par des entreprises du secteur.

Au niveau du département, qui s'occupe des bénéficiaires des minima sociaux, un certain nombre de nouveautés ont été mises en place : par exemple, le pack RSA, qui accompagne les personnes qui sortent du RSA en reprenant un emploi, afin que leur revenu ne diminue pas du fait de la perte de certaines aides. Il faut noter une amélioration de l'emploi en 2017, avec 6 % de taux de chômage sur Paris-Saclay et une légère baisse des bénéficiaires du RSA en Essonne.

Le département, qui fête ses 50 ans en 2018 avec une exposition itinérante et un certain nombre de manifestations, est également tourné vers le futur, avec Essonne, terre d'avenir, une réflexion sur ce que sera le département dans 40 ou 50 ans, sur divers sujets (mobilité, proximité, médecine, etc.), avec l'objectif d'impliquer tous les acteurs du territoire.

Jack Chopin-Ferrier rappelle que le petit-déjeuner d'ouverture du Salon du recrutement Paris-Saclay, le jeudi 5 avril, sera organisé en commun par l'ACE CEE et les autres associations de chefs d'entreprise du secteur.

- Grégoire de Lasteyrie, Conseiller régional et Maire de Palaiseau, présente ses vœux et rappelle que la Région met en œuvre des dispositifs pour l'emploi des jeunes, qui sont très impactés par le chômage. Le territoire est un peu préservé, avec un taux de chômage d'environ 12 %, donc inférieur à l'Île-de-France (16 à 17 %), mais supérieur à la moyenne française. Trois actions peuvent être citées : tout d'abord l'investissement dans les CFA, avec par exemple l'ouverture d'un nouveau CFA à Brétigny. 7 jeunes sur 10 qui sont passés par un CFA trouvent un emploi dans les sept mois suivant leur sortie d'apprentissage. Celui-ci est donc un excellent moyen d'accès à l'emploi. La Région verse par ailleurs une aide de 1000 € aux entreprises de moins de 11 salariés qui embauchent un apprenti.

La deuxième action concerne l'insertion par la formation professionnelle, avec un budget de 150 millions d'euros par an, dans des domaines transverses (bureautique, anglais professionnel, etc.), mais aussi dans la définition par les jeunes de leur projet professionnel. Ce dernier dispositif est appelé « Avenir jeunes ». Pendant le temps de leur prise en charge, les jeunes sont considérés comme stagiaires et reçoivent à ce titre un dédommagement mensuel tout en bénéficiant de la gratuité des transports. Rappelons également qu'il existe huit Écoles de la 2<sup>e</sup> chance en Île-de-France.

La Région s'intéresse enfin à l'innovation pédagogique. Ainsi, en 2017 a été lancé un appel à projets pour la deuxième chance numérique, afin de développer les formations de deuxième chance à distance. En outre, la Région a versé 17 millions d'euros aux Missions locales.

L'État mène actuellement une réflexion sur la pertinence d'une gestion des CFA par les branches professionnelles. La Région souhaite que les CFA restent gérés par elle, car il est plus facile de piloter et d'organiser les différentes filières à ce niveau qu'au niveau de la branche, qui serait alors juge et partie.

- Amélie de Montchalin, Députée de la 6<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne, présente ses vœux. Elle rappelle que les ordonnances Travail ont pour objectif d'offrir aux chefs d'entreprises la possibilité de négocier au bon niveau, de manière plus simple et plus concrète. Par ailleurs, les entreprises ne peuvent pas croître si elles ne disposent pas de moyens financiers adéquats. C'est pourquoi, le 22 janvier 2018, seront réunis à l'Assemblée nationale tous les intermédiaires financiers pour étudier comment, une fois la réforme fiscale votée, remettre du capital dans les PME françaises et combler ainsi les retards technologiques, de digitalisation et d'exportation. Aujourd'hui, la France compte 140 000 PME de 30 salariés en moyenne. Si la France veut être un pays qui exporte, il lui faut des PME peut-être moins nombreuses mais plus grosses et des chefs d'entreprises moins seuls.

Un autre projet concerne les Assises de la mobilité, qui vont se transformer en un projet de loi sur la mobilité du quotidien. En effet, un Français sur quatre a refusé au moins une fois dans sa vie un emploi parce qu'il n'avait pas de solution de transport adaptée pour aller travailler. Le transport est un sujet clef pour le territoire, également dans la perspective d'une meilleure cohésion avec le sud du département.

Enfin, le système des emplois francs a été remanié. Il avait comme inconvénient de maintenir les personnes dans les cités ; désormais, toute embauche partout sur le territoire français de chômeurs de longue durée en provenance de ces zones donnera lieu à une baisse de charges.

- Josiane Chevalier, Préfète de l'Essonne, présente ses vœux. Elle remercie le RCME pour sa participation à l'école de rugby à Grigny, dont l'objectif est d'inculquer les valeurs que porte ce sport. Elle fait appel aux entreprises pour aider à équilibrer le budget de cette école.

La confiance a été retrouvée, comme les indicateurs le confirment : le baromètre des investisseurs américains en France indique ainsi une confiance de 75 % en 2017, contre 23 % en 2013. L'Europe a dépassé les États-Unis en termes de croissance. La situation de certains pays de l'Europe (l'Espagne divisée, l'Allemagne fragilisée politiquement) et les effets du Brexit contribuent à mettre la France dans une bonne position à l'international, avec un Président disposant d'une bonne image, jeune et dynamique. En Essonne, l'investissement dans les entreprises a augmenté et le chômage a baissé de 4 % en trois mois (soit 2 000 chômeurs en moins).

Le défi est aujourd'hui la cohésion entre des secteurs qui se développent fortement (Paris-Saclay, base aérienne 217, etc., mais aussi les filières chanvre et plantes aromatiques dans le sud du département). Les services de l'État au sens large (préfecture, Pôle Emploi, chambres consulaires, élus, etc.) ont dans ce contexte l'énorme responsabilité d'apporter aux chefs d'entreprise la main-d'œuvre dont ils ont besoin, ce qui est possible en transformant les modes d'action au niveau de la collectivité et en mettant en commun tous les moyens.

- **Prochain petit-déjeuner de l'ACE CEE :**

- vendredi 2 février 2018, au Best Western Hôtel l'Orée de Saulx-les-Chartreux.  
Thème : L'ARS, avec Philippe Naszályi.

